

Bulletin trimestriel d'information sur la sécurité alimentaire en République Démocratique du Congo



Numéro 7/2013 – Janvier/Février 2013 - N° Spécial.

Points saillants

- D'une manière générale, la sécurité alimentaire des ménages en RDC s'est détériorée davantage au cours du dernier trimestre 2012. Selon, le 8^{ème} cycle d'analyse IPC révisé en décembre 2012, environ 6,4 millions de personnes seraient en crise alimentaire et de moyens de subsistance aiguë, nécessitant une assistance humanitaire d'urgence. Ce chiffre représente une augmentation de 1.6% par rapport à la situation en octobre 2012 et de 19% par rapport à juin 2012.
- Le regain des combats en mi-novembre 2012 entre les FARDC et le mouvement rebelle du M23 qui a conduit à la prise pendant une semaine de la ville de Goma au cours de la troisième semaine de novembre 2012 a contribué de manière significative à la détérioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, surtout des populations dans la province du Nord Kivu, particulièrement dans les territoires de Rutshuru, Nyirangongo et Masisi ainsi que dans la ville de Goma et ses environs.
- Les conflits armés non seulement dans la province du Nord Kivu mais également dans celles du Sud Kivu, Orientale, Katanga et Maniema ont continué à déplacer les populations et à perturber leurs moyens de subsistance, entraînant subséquemment une détérioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations affectées.
- Environ 1 million de personnes, représentant 18% de la population du Sud Kivu sont affectés par l'insécurité alimentaire de manière sévère, selon les résultats préliminaires de l'évaluation approfondie de sécurité alimentaire (EFSA) conduite par le Ministère de l'Agriculture, le PAM et leurs partenaires en octobre 2012. Globalement l'insécurité alimentaire sévère et modérée affecterait 62% de la population en Octobre 2012 contre 60% en octobre 2011.
- La situation nutritionnelle reste préoccupante, particulièrement dans la zone de santé de Minova, dans la province du Sud Kivu où les taux de malnutrition aiguë globale sont de 10,8%, selon les résultats de l'enquête nutritionnelle menée par le PRONANUT au cours du 3^{ème} trimestre 2012.

Situation sécuritaire

La reprise des combats entre les FARDC et le mouvement rebelle du M23 en mi-novembre 2012 et qui a conduit à la prise de la ville de Goma pendant une semaine, a provoqué des mouvements importants de population non seulement à l'intérieur de la province du Nord Kivu, mais également vers la province voisine du Sud Kivu et les pays voisins, notamment le Rwanda et l'Ouganda.

Les territoires de Rutshuru, Masisi, Nyirangongo et la ville de Goma, ont été particulièrement affectés par ces combats et les mouvements subséquents de population. Selon OCHA, la dernière crise dans le Nord Kivu a déplacé environ 140 000 personnes à l'intérieur du pays, portant le total des déplacés dans le Nord Kivu à environ 900 000 personnes, soit une augmentation de 28,6% par rapport aux effectifs au 30 septembre 2012 (772 459 IDPs). L'arrêt des combats et l'amélioration relative de la situation sécuritaire dans certaines parties de la province du Nord Kivu ont entraîné des retours des populations dans leurs localités d'origines. Selon le rapport de l'évaluation rapide conduite par COOPI sur l'axe Goma-Rutshuru entre le 26 et le 29/11/2012, il y aurait un retour d'environ 80% de la population à Kibumba (territoire de Nyirangongo) et de 95% à Rugari (Rutshuru). La mission interagence (UNHCR, PAM, UNICEF, MONUSCO et OCHA) conduite le 29 novembre sur l'axe Goma-Kiwanja-Rutshuru confirme un retour estimé à 90% à Rugari.

Les combats dans le Nord Kivu ont également affecté la province du Sud Kivu voisine, notamment dans la localité de Minova, territoire de Kalehe, qui a reçu un nombre important des déplacés qui ont fui les combats après la prise de la localité de Saké. Selon le bulletin produit par OCHA du 04 décembre, environ 47 000 nouveaux déplacés, fuyant les combats FARDC-M23, seraient arrivés à Minova et Bweremena. Par

ailleurs, l'activisme des groupes armés et les opérations militaires des FARDC pour les traquer ont continué à déplacer les populations dans les provinces du Nord Kivu, du Sud Kivu, de la Province Orientale et de la partie nord et centrale du Katanga. Dans cette dernière province, les incursions répétées des Mai-Mai de Gédéon et Kazadi ont continué à forcer les populations à fuir leurs villages dans les territoires de Mitwaba, Pweto, Manono et Malemba-Nkulu. Au 30 octobre 2012, OCHA estime la population des déplacés dans cette zone à 277 000 personnes, soit une augmentation de 19% comparativement à septembre 2012. Par rapport à janvier 2012, l'augmentation des déplacés dans le centre et le nord du Katanga est estimée à 400%, ce qui représente « la plus forte augmentation en RDC ». Les populations fuyant les combats dans la province du Sud Kivu seraient arrivées massivement dans la province du Maniema voisine, particulièrement dans les territoires de Pangi.

En outre, la mission conjointe OCHA, PAM, UNICEF et MONUSCO qui s'est rendue du 03 au 05 janvier 2013, dans le territoire de Mobayi-Mbongo au Nord de la Province de l'Equateur a observé la présence des réfugiés centrafricains.

Selon le HCR, à la date du 13 février 2013, on estime à 15 000, le nombre de nouveaux réfugiés centrafricains ayant trouvé l'asile en RDC. Dans le Nord Ubungui, dans la Province de l'Equateur, ce sont 13 893 réfugiés dont 6 781 à Mobayi Mbongo, 736 à Satema, 2 055 à Pandu, 2 577 à Ngele, et 107 à Bandakilimoto qui ont été identifiés par plusieurs sources locales, dont la Direction Générale de Migration, la Société civile et la Caritas. De nombreux enfants (un peu plus de 5 000) constituent la frange la plus vulnérable de ces nouveaux arrivés. Dans la Province Orientale et spécifiquement dans le territoire d'Ango, plus de 1 100 réfugiés ont été également

identifiés. Ces chiffres ne seront confirmés qu'après l'enregistrement par les équipes techniques du HCR et de la Commission Nationale pour les Réfugiés qui se rendent sur le terrain à cet effet.

Ces Réfugiés ont fui les combats entre l'armée centrafricaine et les rebelles de Seleka.

Par ailleurs, le rapatriement des réfugiés congolais vivant en République du Congo s'est poursuivi tout au long du 2^{ème} semestre 2012. Entre le 12 mai et le 12 décembre, environ 46 000 réfugiés congolais seraient rapatriés. Les territoires de Kungu et Libenge dans la partie nord-ouest de la province de l'Equateur constituent la principale zone de retour des réfugiés congolais.

Les conflits armés et les déplacements des populations sont les principales causes de l'insécurité alimentaire dans les parties de la RDC affectées par ces conflits au cours desquels les moyens de subsistance des populations sont perturbés, les biens des ménages, y compris les récoltes et produits d'élevage sont pillés à répétition. A cause de l'insécurité, l'accès aux champs et aux marchés devient très limité. L'insécurité affecte négativement la production vivrière et les prix des produits alimentaires de base ne cessent d'augmenter, surtout dans les milieux urbains.

Malgré l'accalmie au Nord Kivu avec des négociations entre le Gouvernement de la RDC et les rebelles du M23 sont en cours, la situation sécuritaire reste globalement précaire dans les zones à conflits et particulièrement dans la province du Nord Kivu.

Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire en RDC (IPC)

La situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations en RDC continue de se détériorer. Environ 6.4 millions de personnes ont un besoin urgent en assistance alimentaire et agricole, selon la révision de l'analyse du 8^{ème} cycle de l'IPC effectuée en décembre 2012. Comparativement à la situation de juin 2012, on note une augmentation de 19% des personnes qui sont affectées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, qui étaient estimées à 5,4 millions en Juin 2012. Ces personnes sont localisées dans 77 territoires qui ont été classifiés en phase 3 qui est une phase de crise alimentaire et des moyens de subsistance, tandis que 8 territoires ont été classifiés en phase 4 ou phase d'urgence. Ces 8 territoires se trouvent dans les zones affectées par les conflits armés, notamment dans les provinces du Nord Kivu, Sud Kivu, Maniema et Katanga.

Les conflits armés demeurent la cause principale de l'insécurité alimentaire transitoire. Ces conflits viennent exacerber une situation d'insécurité alimentaire chronique qui est répandue sur l'ensemble du pays, suite à des causes variées, y compris les problèmes de gouvernance, une faible production agricole, des infrastructures de base, particulièrement les routes en état de délabrement, ainsi que la pauvreté généralisée qui découle de la combinaison des causes citées ci-haut.



populations mais perturbent leurs moyens de subsistance, limitant l'accès à leurs principales activités de subsistance et sources de revenus, principalement l'agriculture. L'insécurité et la hausse des prix des denrées alimentaires limitent, en outre, l'accès aux marchés. La violence armée s'accompagne souvent de pillages des biens des ménages, y compris les récoltes et les produits d'élevage. Le camp des déplacés de Kanyarutchinya (territoire de Nyirangongo) qui hébergeait plus de 55,000 déplacés en provenance du territoire de Rutshuru a été complètement pillé, obligeant ses occupants à se déplacer à nouveau, principalement vers la ville de Goma. Les différentes évaluations à Goma et Kiwanja ont jugé la situation alimentaire assez préoccupante, avec des populations qui n'ont aucun stock alimentaire et qui pour la grande majorité accèdent difficilement à un repas par jour. Leur principale stratégie de survie reste l'aide alimentaire. L'interdiction d'aller au parc a par ailleurs limité les activités agricoles et la vente de bois de chauffe et du charbon. Le PAM a distribué une ration de 3 jours peu après la prise de Goma par les M23, ciblant quelques 81 000 déplacés et un deuxième round ciblant 160 000 déplacés a été effectué, selon le sitrep de OCHA du 11 décembre 2012.

2. Retournés

Un mouvement de retour a été en même temps observé dans les zones où la sécurité s'est relativement rétablie. La mission d'évaluation rapide conduite par COOPI du 26 au 29 novembre à Kibumba (Nyirangongo) et Rugari (Rutshuru) sur l'axe Goma-Rutshuru a estimé le retour des déplacés, respectivement à 80% et 95% dans ces deux localités. La mission interagence (UNHCR, PAM, UNICEF, MONUSCO, OCHA et Search for Common Ground) à Rutshuru le 29 novembre a quant à elle estimé le retour à Rugari à plus de 90% de la population de cette localité. Cette

mission a relevé le problème de manque de semences pour les populations qui retournent. La mission de COOPI du 26 au 29 novembre a, en outre, relevé une situation précaire pour les populations qui retournent. Elles retournent dans un contexte où les récoltes ont été pillées. Il y a par conséquent un manque des semences dans la zone pour la prochaine saison agricole. Les ménages ont réduit leurs repas à un seul par jour comme stratégie de survie. Le marché est resté la principale source de nourriture dans un contexte de pauvreté généralisée.

3. Réfugiés

Par ailleurs, un nombre important de population du Nord Kivu déplacée par les combats FARDC-M23 a traversé la frontière vers le Rwanda et l'Ouganda voisins. Le HCR Rwanda a rapporté environ 2 000 nouveaux réfugiés congolais qui sont arrivés au Rwanda entre novembre et décembre 2012. En Ouganda, ils sont environ 500 congolais qui ont fui les combats et ont traversé en Ouganda entre le 14 et le 19 novembre. Au 30 novembre, le nombre des réfugiés congolais en Ouganda et au Rwanda est estimé respectivement à 110 000 et 57 000 personnes.

Bien qu'il y ait une accalmie relative pendant que le Gouvernement et les rebelles du M23 négocient à Kampala, la situation reste tendue dans le Nord Kivu.

Province du Sud Kivu

Les résultats préliminaires de l'évaluation approfondie de la sécurité alimentaire (EFSA) conduite par le PAM, la FAO et le Ministère de l'Agriculture indiquent qu'environ un million de personnes soit 18% de la population sont affectées de manière sévère par l'insécurité alimentaire, tandis que 44% de la population est affectée par l'insécurité alimentaire modérée. Globalement, 62% de la population serait affectée par l'insécurité alimentaire en Octobre

2012 contre 60% en Octobre 2011. Les territoires de Shabunda, Kalehe, Kabare et Mwenga affichent des taux d'insécurité alimentaire (sévère et modérée) supérieur à 70%, tandis que Walungu et Fizi ont des taux situés entre 60 et 70%. Les taux d'insécurité alimentaire sévère sont plus élevés à Kabaré (21%), Mwenga (17,8%), Walungu (14,7%), Shabunda (12%) et Idjwi (11,3%).

Comme dans la province voisine du Nord Kivu, la sécurité alimentaire des populations dans le Sud Kivu est également affectée par les conflits armés. En plus de l'activisme des groupes armés et les opérations des FARDC contre ces groupes armés qui déplacent les populations à répétition, le Sud Kivu reçoit continuellement un nombre important des populations déplacées qui fuient les affrontements armés dans le Nord Kivu. La localité de Minova, dans le territoire de Kalehe a reçu entre novembre et décembre 2012, un nombre important des déplacés fuyant les combats entre les FARDC et les rebelles du M23 après la prise de la localité de Saké par ces derniers. La mission inter-cluster conduite à Minova et Bweremana du 29 novembre au 1er décembre confirme la présence des déplacés dont le nombre a été estimé à 32 600, dont 45% d'entre-deux sont constitués de nouveaux arrivés qui ont fui les combats FARDC-M23 dans le Nord Kivu. Selon cette mission, la situation de sécurité alimentaire de cette zone est « alarmante ». Elle est caractérisée par :

- La quasi inexistence de stocks alimentaires aussi bien dans les ménages des déplacés que parmi les populations hôtes ;
- La disponibilité alimentaire est affectée tant au niveau des marchés que des ménages ;
- La hausse des prix des principaux produits alimentaires. Par exemple le prix de la

farine de manioc a augmenté de 40% comparativement à la période avant la dernière crise du Nord Kivu ;

- La production agricole perturbée dans certaines localités, notamment Numbi, Ziralo et Bushaku suite à l'insécurité ;
- Une consommation alimentaire déséquilibrée aussi bien chez les déplacés que les populations hôtes. Les déplacés habitent principalement dans les familles d'accueil. Selon le rapport d'évaluation de la mission inter-cluster, 61% de ces déplacés ont une consommation alimentaire pauvre et 23% ont une consommation alimentaire limite.

La réduction du nombre de repas et de la quantité de nourriture, la vente des biens de valeur, la diminution de la consommation des adultes au profit des enfants et la mendicité sont les stratégies de survie les plus utilisées parmi les déplacés de Minova et Bweremana.

Province Orientale

Les mouvements de populations se sont poursuivis en Province Orientale au cours du 4^{ème} trimestre 2012 et en début d'année 2013, surtout dans le sens de retour.

Selon les résultats du 8^{ème} cycle d'analyse IPC, environ 806 000 personnes, soit une personne sur 10, sont en situation de crise alimentaire et de moyens de subsistance aiguë (IPC, phase 3).

Pour évaluer l'impact de l'assistance alimentaire du PAM sur les populations déplacées dans la zone de santé de Dungu et Doruma, l'ONG Solidarité International a conduit une mission de suivi post distribution du 12 au 21 décembre 2012. Selon les résultats de cette mission, la situation de consommation alimentaire est globalement préoccupante dans la zone visitée où plus de 60% des ménages ont une

consommation alimentaire pauvre et limitée. Cependant, la situation est relativement meilleure pour les bénéficiaires de l'assistance du PAM comparativement à celle des non-bénéficiaires. Environ 15% des bénéficiaires ont un score de consommation alimentaire pauvre, tandis que 38% des ménages non-bénéficiaires ont une consommation alimentaire pauvre.

Dans les territoires de l'Ituri et de Ango, la mission de ciblage et d'identification des bénéficiaires a permis d'assister à temps les ménages les plus vulnérables (populations déplacées, retournées et hôtes victimes des attaques des groupes Mai Mai à Mambasa/Ituri) ainsi que les populations déplacées du territoire d'Ango.

Les populations vivant dans le territoire de Dungu ont par ailleurs été affectées par des inondations qui ont affecté négativement leur sécurité alimentaire. Le PAM y a assisté plus de 20,000 personnes victimes de ces inondations. En Ituri, les villages de Jo et Gbii situés sur le littoral du lac Albert (territoire de Djugu) ont également été inondés durant la même période. Une évaluation multisectorielle a relevé des gaps majeurs en WASH, mais pas en sécurité alimentaire (la population vivant essentiellement de la pêche), quoi qu'une petite assistance de couverture accompagnant cette mission d'urgence ait été faite en faveur des plus vulnérables.

La situation nutritionnelle reste préoccupante dans la Zone de santé de Pawa (District du Haut-Uélé) où le taux de MAG est de plus de 11%, selon les résultats d'une enquête nutritionnelle conduite en Octobre 2012, par l'ONG Action Contre la Faim (ACF). A cet effet, le Pool d'Urgence au Congo (PUC) de l'ONG ACF a accepté d'intervenir en janvier 2013 avec le financement de l'Agence américaine de l'aide au développement (USAID).

Province du Maniema

La province du Maniema est affectée par les conflits armés qui ont lieu dans la province voisine du Sud Kivu. Un grand nombre des populations fuyant les combats dans le territoire de Shabunda (Sud Kivu) est venu trouver refuge dans la province du Maniema. La plus grande concentration de ces déplacés se trouve dans le territoire de Pangi qui compte plus de 90 000 IDPs, soit environ 81% des populations déplacées de la province du Maniema.

Ces déplacés arrivent dans un contexte de sécurité alimentaire précaire que connaît la province du Maniema suite, principalement à sa situation d'enclavement, tel qu'il a été identifié par l'évaluation de sécurité alimentaire qui a été conduite par le PAM et le Ministère de l'Agriculture en mai 2012. Cette évaluation avait par ailleurs identifié 42% des populations de la province du Maniema en insécurité alimentaire.

Province du Katanga

La recrudescence des conflits armés a été observée dans le triangle de la mort « Mitwaba-Pweto-Manono » suite à l'activisme des groupes armés Mayi Mayi au cours du dernier trimestre 2012. Ces conflits ont occasionné de nombreux mouvements de population. Au 31 décembre 2012, il y aurait environ 316 500 IDPs, selon OCHA, soit une augmentation de 29,2% comparativement au 3ème trimestre. Le territoire de Pweto connaît le pic avec 158,700 des personnes déplacées, représentant 50,1% du total des déplacés dans le Katanga, suivi des territoires de Mitwaba et Kalemie. Une récente évaluation d'une mission Intercluster conduite dans le territoire de Pweto a estimé un gap important dans l'assistance alimentaire aux déplacés, qui n'ont reçu qu'une ration équivalente à deux semaines de consommation. Les mouvements de population pourraient

affecter davantage la situation de sécurité alimentaire des populations dans une province où les évaluations conduites en septembre 2012 par le PAM et l'Institut National de la Statistique (INS Katanga) avaient déjà identifié plus de 2,6 millions de personnes en insécurité alimentaire.

Les résultats de la 9^{ème} édition du SNSAP (Système de surveillance nutritionnelle sécurité alimentaire et alerte précoce) indiquent une légère amélioration de la situation au début du 4^{ème} trimestre 2012. Sur 61 sites suivis, 3 seulement ont été identifiés comme étant en situation d'alerte contre 8 sites en Juillet 2012. Les territoires de Nyunzu, Kamina et Kasenga sont les plus concernés par l'alerte. Cependant, l'analyse n'a pas intégré les données des sites situés dans les zones en conflits (Mitwaba-Pweto-Manono).

Une hausse des prix des céréales a été observée sur les marchés de Lubumbashi en décembre 2012. Le prix de la farine de maïs qui est une nourriture de base au Katanga a augmenté de 52%. La hausse des prix des denrées alimentaires de base limite l'accès des ménages pauvres en milieux urbains à accéder à une nourriture équilibrée.

Province de l'Equateur

Depuis fin septembre, le HCR a dépassé le cap de 26 000 rapatriés de la République du Congo. Les zones de retour des rapatriés sont principalement les territoires de Kungu, Libenge et Bomongo dans le nord-ouest de la province de l'Equateur.

Pour évaluer l'impact de l'assistance alimentaire du PAM aux rapatriés à travers son programme de Cash & Voucher, le PAM a conduit une évaluation auprès d'un échantillon de 154 ménages rapatriés, dont 90 à Kungu et 64 à Libenge en septembre 2012. Les résultats de cette évaluation indiquent une nette

amélioration de la sécurité alimentaire des bénéficiaires de l'assistance du PAM par rapport à la période où les données de référence ont été collectées (juillet 2012) et au regard des trois indicateurs clés, notamment le score de consommation alimentaire, l'indice de stratégie de survie et la possession des biens.

En effet, le pourcentage des ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable est passé de 62,2% au moment de l'enquête de référence à 97,4%, affichant une augmentation de 35 points de pourcentage. L'indice de stratégie de survie (CSI) est parti de 13,26 à 4,16 à Kungu et de 6,39 à 4,41 à Libenge, affichant une baisse, respectivement de 9,1 et de 1,98 points. La proportion des ménages qui possède le matelas, les ustencils de cuisine, la lampe et la houe/machete, a augmenté respectivement de 49,1%, 43,6%, 38,4% et 35,2%. La possession des biens de production reste, cependant faible. La houe/machette est le seul bien productif le plus possédé par ces ménages. La possession des biens de luxe comme la radio et le téléphone reste également faible.

Une mission interagence conduite à Mobayi Mbongo du 03 au 05 janvier 2013 a identifié la présence de 286 réfugiés centrafricains dans ce territoire du Nord-Est de la province de l'Equateur. Selon cette mission, les réfugiés se sont déplacés sans stock de nourriture et des cas de malnutrition ont été observés parmi les enfants de moins de 5 ans. La mission a par conséquent recommandé une assistance humanitaire, y compris la nourriture en faveur de ces réfugiés.

Provinces du Kasai Occidental et Kasai Oriental

Environ 1.2 million de personnes sont en phase 3 dans les provinces du Kasai Occidental et du Kasai Oriental, selon le rapport des analyses du 8^{ème} cycle IPC. Les deux provinces sont

continuellement affectées par l'arrivée des personnes refoulées de l'Angola et des conflits interethniques. L'ONG SDR (Solidarité pour le Développement Rural) a signalé pour le mois de décembre la présence de 2 000 refoulés d'Angola à Wikong et 2 018 cas des personnes déplacées par des conflits coutumiers de terre à Ishiya. Des conflits interethniques autour des terres cultivables dans la localité de Mashala, dans le territoire de Dimbelenge dans le Kasai Occidental ont entraîné la destruction des champs, des abris et des déplacements des populations dans ce territoire.

L'état d'enclavement dans lequel se trouvent plusieurs territoires continue par ailleurs à détériorer davantage la sécurité alimentaire et nutritionnelle de plusieurs ménages dans les deux provinces.

Provinces du Bandundu et du Bas-Congo

La situation de sécurité alimentaire n'est pas au beau fixe non plus dans ces provinces du centre et de l'ouest. Plusieurs territoires ont été classifiés en phase 3 par l'IPC d'octobre 2012. Il s'agit notamment de Kasongo Lunda, Kahemba, Gungu, Masima Nimba, Popokabaka, Bagata, Oshwe, Kiri, Inongo, Bolobo et Yumbi dans le Bandundu.

En outre, les résultats d'enquêtes nutritionnelles menées par le PRONANUT et l'UNICEF dans la province du Bas-Congo en 2012 montrent que la malnutrition aiguë constitue un problème de santé publique dans le territoire de Tshela, district du Bas-fleuve. Les taux de prévalence de la malnutrition aiguë globale à Tshela sont de 10.2%. Ces enquêtes révèlent également que l'état nutritionnel des femmes demeure très préoccupant dans les territoires et communes de

Kimvula, Kasangulu, Songololo, Mbanza Ngungu, Luozi, Mvuazi, Tshela, Nzanza et Muanda (IMC inférieur à 18,5 chez les femmes non enceinte).

Prochaines évaluations de sécurité alimentaire

Le PAM et le PRONANUT viennent de compléter l'enquête approfondie de la sécurité alimentaire (EFSA) dans les provinces du Bandundu et du Bas Congo. A présent toutes les provinces sont couvertes par cette enquête avec un niveau de représentativité au niveau de chaque territoire. Ces deux enquêtes ont permis de boucler la série des évaluations conduites à travers la RDC par le PAM et différents partenaires, notamment le Ministère de l'Agriculture et l'INS, depuis octobre 2011. Le lancement officiel de l'analyse consolidée pour actualiser l'analyse globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (CFSVA) a été effectué conjointement par le Gouvernement de la RDC, le PAM, la FAO et l'IFPRI le 04 février 2013. En outre, pour suivre l'évolution de la sécurité alimentaire des déplacés et renforcer le système d'alerte précoce des enquêtes sur la sécurité alimentaire des ménages et la collecte de données pour le suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont prévues tout au long de l'année 2013.

EVOLUTION DES PRIX

Comparativement à la moyenne des prix de janvier des trois dernières années (2010 à 2012), les prix de janvier 2013 demeurent globalement en hausse.

On note tout de même quelques exceptions au niveau de certains produits importants de certains marchés des grandes métropoles du pays : riz local à Goma (-4%) ; farine de maïs à

Kinshasa (-7%) et farine de manioc à Mbandaka (-7%). La comparaison par rapport à la moyenne des trois années fait en outre apparaitre certaines variations assez spectaculaires, notamment au niveau de la farine de manioc, où le prix a quasiment doublé à Kisangani (+111%) et à Mbuji Mayi (+78%).

Produits	Villes	Moyenne Janvier 2010-2012	Janvier 2012	Décembre 2012	Janvier 2013	Variation / Janvier 2013		
						2010- 2012	Jan 12	Dec 12
Riz local	Kinshasa	882	871	1 002	1 000	13%	15%	0%
	Lubumbashi	955	999	955	-	-	-	-
	Kisangani	626	742	750	749	20%	1%	0%
	Goma	1 105	1 470	1 117	1 062	-4%	-28%	-5%
	Mbuji-Mayi	1 110	1 398	1 154	1 134	2%	-19%	-2%
	Mbandaka	723	846	771	810	12%	-4%	5%
Farine de maïs	Kinshasa	866	997	812	808	-7%	-19%	-1%
	Lubumbashi	583	504	737	654	12%	30%	-11%
	Kisangani	414	536	567	550	33%	3%	-3%
	Goma	540	676	681	635	18%	-6%	-7%
	Mbuji-Mayi	523	737	992	742	42%	1%	-25%
	Mbandaka	526	664	473	484	-8%	-27%	2%
Farine de manioc	Kinshasa	806	909	865	893	11%	-2%	3%
	Lubumbashi	613	533	604	540	-12%	1%	-11%
	Kisangani	368	431	756	777	111%	80%	3%
	Goma	482	443	820	789	64%	78%	-4%
	Mbuji-Mayi	455	785	826	812	78%	3%	-2%
	Mbandaka	667	880	625	620	-7%	-30%	-1%

Conclusion

La situation alimentaire et nutritionnelle reste précaire d'une manière générale en RDC où 6,4 millions de personnes sont en crise alimentaire et de moyens de subsistance aiguë avec un besoin urgent en assistance alimentaire selon les résultats de l'IPC de décembre 2012. La situation sécuritaire reste très précaire et affecte négativement la situation alimentaire et nutritionnelle des populations déplacées qui perdent leurs moyens de subsistance. Les récents développements au Nord Kivu avec la prise de la ville de Goma par les rebelles ont provoqué de nouveaux déplacements de la population avec des conséquences humanitaires désastreuses. La situation alimentaire des déplacés dans les provinces du Sud Kivu et du Maniema s'est davantage détériorée avec l'afflux de déplacés comme conséquence de la situation au Nord Kivu. Malgré l'assistance apportée par la communauté humanitaire, la situation alimentaire et nutritionnelle des populations déplacées, retournées et des communautés hôtes reste toujours précaire avec des besoins toujours croissants. La dégradation de manière simultanée de la situation sécuritaire dans le centre du Katanga, dans la Province Orientale et dans le Maniema a créé des besoins humanitaires additionnels. En outre, l'ouest du pays souffre toujours de la pauvreté chronique et de l'enclavement. Au nord de la province de l'Equateur, l'afflux de réfugiés centrafricains constitue également un problème majeur au moment où la communauté humanitaire apporte une assistance aux rapatriés des réfugiés congolais en République du Congo voisine. Le niveau élevé des prix et leur volatilité constitue un facteur limitant l'accès des ménages les plus pauvres à la nourriture. La faible production agricole et les difficultés d'approvisionnement des zones déficitaires par les zones excédentaires en raison de l'enclavement constituent des facteurs qui continuent d'affecter négativement la situation alimentaire des ménages les plus pauvres. L'amélioration de la situation sécuritaire constitue donc un préalable à l'amélioration de la situation humanitaire tout en renforçant la résilience des ménages à faire face aux nouveaux chocs et en assurant un continuum entre les actions humanitaires et de développement. Les besoins humanitaires constituent à ce titre une priorité du moment.

Pour plus d'informations : Koffi.Akakpo@wfp.org – Landry.Brou@fao.org